

Déclaration écrite de Nikos Maziotis au procès de *Lutte Révolutionnaire*, le 24 octobre 2011

Ce procès est un procès politique où sont jugés des révolutionnaires ayant choisi la lutte armée afin de lutter pour le renversement du capitalisme et de l'état, pour le renversement du régime criminel que vous, en tant que juges, défendez.

Votre tribunal est un tribunal spécial constitué suite aux ordres des impérialistes américains et anglais qui jouent le rôle des tuteurs de l'état grec. Ils ont imposé des dispositions «antiterroristes» spéciales qui rajoutent des accusations et maximisent les peines; ils ont imposé la création des tribunaux spéciaux qui siègent dans les prisons, dans un environnement sécuritaire étouffant qui diminue le retentissement du procès afin que le peuple n'apprenne pas les opinions politiques des révolutionnaires; ils ont imposé l'application des conditions de détention particulières. Et tout cela dans le but de réprimer la résistance armée ainsi que l'action des organisations révolutionnaires armées en Grèce.

Car le régime répressif précédent où il n'y avait pas de disposition spéciale contre la «formation d'organisation terroriste» avec des cours d'assises et des jurés civils, a été jugé comme insuffisant et inefficace. Vous prouvez ainsi que même si vous ne reconnaissiez ni adversaires ni prisonniers politiques, en pratique, en appliquant contre nous des lois et des dispositions spéciales, en nous jugeant dans un tribunal spécial, vous nous reconnaissiez indirectement comme des ennemis politiques et dangereux pour le régime économique et politique que vous servez, au contraire de votre manière de traiter tous ceux que votre justice considère des «criminels de droit commun».

Vous prouvez ainsi la fureur permanente du pouvoir face à ses ennemis politiques.

Quel pouvoir n'a d'ailleurs jamais reconnu officiellement des adversaires ou des prisonniers en tant que politiques?

Les partisans de l'ELAS durant l'occupation et de l'Armée Démocratique lors de la guerre civile ont été dénigrés et poursuivis en tant que «brigands» par le régime monarcho-fasciste d'après-guerre –un régime des collabos- et jugés par des cours martiales.

Les membres des organisations révolutionnaires armées sont poursuivis en tant que «terroristes» et jugés par des tribunaux spéciaux comme le vôtre. Tous les pouvoirs –sous n'importe quelle forme- caractérisent les combattants révolutionnaires comme «terroristes»: les régimes militaires et les dictatures comme celle de 1967-74, l'oligarchie parlementaire de 'Metapolitefsi'¹ appelée par euphémisme «démocratie», ou la junte actuelle des collabos et des «Quisling» du gouvernement du PASOK qui a -avec le mémorandum- livré le peuple au pouvoir de l'élite économique internationale.

Accusés d'être des «terroristes», tous les défenseurs de la liberté et les combattants armés à travers le monde ont été poursuivis, les membres des Brigades rouges en Italie, les membres de la RAF, du Mouvement du 2-Juin et des Cellules Révolutionnaires en Allemagne de l'Ouest, les membres des Cellules Communistes Combattantes en Belgique, d'Action directe et des GARI en France, le 1er mai, les anarchistes, les combattants autonomes et les membres du MIL en Espagne de Franco, ainsi que les membres des GRAPO au régime après

¹ La période de transition de la dictature militaire à la démocratie (NdT).

Franco, les combattants des Tupamaros en Uruguay, Che Guevara, les membres des FARC en Colombie, du Front Farabundo Martí au Salvador, du Sendero Luminoso et de Túpac Amaru au Pérou, les combattants des organisations révolutionnaires en Turquie, les membres du PKK, de l'IRA et de l'ETA et évidemment les combattants du 17N et de l'ELA, ici en Grèce.

Quant aux accusations: Ceux qui devraient aujourd'hui être assis au banc des accusés pour se justifier sont ceux qui commettent des crimes contre le peuple, ceux qui commettent le plus grand braquage social de l'histoire; ce sont les membres du gouvernement du PASOK, le Premier ministre G. Papandreu, le ministre de l'Economie et des Finances E. Venizelos et l'ex-ministre de l'Economie et des Finances G. Papakonstantinou; ce sont les ministres Loverdos, Koutroumanis, Pagkalos, Chrisochoidis, Papoutsis, Diamantopoulou; ce sont tous les ministres, les secrétaires d'état et les membres des partis qui établissent des lois afin de voler le peuple; ceux qui le privent des biens nécessaires, de la nourriture, de l'abri, du travail, de la santé, de l'éducation, de la dignité; ceux qui le privent de la vie elle-même; ceux qui ont signé le mémorandum de soumission à la troïka (FMI, BCE, UE); ceux qui ont signé le mémorandum de mi-parcours et ont accepté la dernière convention de prêt, avilissant le peuple et le transformant en serf de l'aristocratie économique locale et supranationale.

Tous ces gens constituent les 'Tsolakoglou'² et les 'Rallides'³ d'aujourd'hui. Ce sont tous des traitres au peuple. Ceux qui devraient être assis au banc des accusés et se justifier sont les membres du gouvernement précédent de Nea Dimokratia, l'ex-Premier ministre K. Karamanlis, les ex-ministres de l'Economie et des Finances, G. Alogoskoufis, P. Doukas, I. Papathanasiou, les ministres P. Panagiotopoulos, G. Voulgarakis, V. Polydoras, S. Tsitouridis, F. Palli-Petralia.

Tous ces gens devraient se justifier pour la spoliation du peuple; pour la spoliation des caisses publiques de sécurité sociale et de retraite -ce fut le cas des obligations dites structurées que certaines caisses de sécurité sociale ont achetées subissant ainsi des pertes-; pour la spoliation de la richesse publique -ce fut le cas dans l'affaire d'échange des territoires publics entre l'état grec et le monastère de Vatopedi-; pour les crimes contre les libertés du peuple -comme l'affaire des écoutes téléphoniques contre des centaines de civils en 2004-2005, selon les ordres de l'ambassade américaine à Athènes pour la sécurité des Jeux Olympiques et qui se sont poursuivis une année après conduisant à la mort (maintenant on parle d'assassinat) d'un employé de Vodafone; pour les enlèvements et les tabassages des pakistanais en 2005 selon les ordres des Anglais; pour les tortures des immigrés comme celles commises dans le commissariat d'Agios Panteleimonas en 2005; pour les milliers de travailleurs privés de la sécurité sociale et des soins de santé suite à la loi de Petralia en 2008; pour les violences contre les manifestants comme celles durant les manifestations étudiantes en 2007; pour les tabassages et les assassinats des immigrés devant le Département de Police des Etrangers sur Petrou Ralli; pour l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos.

Ceux qui devraient être assis sur le banc des accusés et s'excuser sont les membres de la classe dominante, les grands criminels de l'élite économique locale pas de virgule aussi bien qu'internationale, les grands entrepreneurs et les

² Georgios Tsolakoglou, collaborateur lors de l'occupation allemande, Premier ministre du gouvernement des collabos, condamné pour trahison (NdT).

³ Ioannis Rallis, troisième Premier ministre du gouvernement des collabos (NdT).

grands actionnaires, les cadres des entreprises des compagnies multinationales et multisectoriales, les hedge funds et les parieurs en bourses, les banquiers et les directeurs des banques centrales, les armateurs et les industriels, des hommes tels que Bardinogiannis et Latsis, ou encore Kostopoulos, Laurentiadis, Mitilineos, Mpompolas, Vgenopoulos⁴, les possesseurs grecs et étrangers des titres de la dette grecque, les chefs des organismes financiers internationaux comme l'ex-directeur du FMI Dominique Strauss-Kahn, la directrice actuelle Christine Lagarde, le directeur de la BCE Jean-Claude Trichet, le président de la Commission Européenne J. Barosso et Olli Rehn. Ce sont eux les vrais patrons de ce pays –tous ceux qui condamnent les peuples à la misère, à la pauvreté, à la faim et à la mort, qui, quand ils n'assassinent pas à travers leurs invasions et leurs guerres impérialistes, assassinent à travers l'imposition violente des programmes des organismes financiers internationaux tels que le FMI et la Banque Mondiale.

Ceux qui devraient être assis sur le banc des accusés c'est vous, les juges professionnels, parce que vous êtes les collaborateurs et les serviteurs de tous ces salauds et criminels; ce sont les protecteurs du régime, les chiens armés du pouvoir, les chites et les hommes des Bataillons de sécurité⁵ modernes, la police et les divers unités de sécurité, les YAT, les YMET, les DELTA, les DIAS⁶, les gardes spéciaux, ceux qui gardent et qui protègent les riches et les patrons, les hommes politiques, ceux qui violentent le peuple lors des manifestations et des grèves, ceux qui tuent les jeunes, les immigrés et les combattants, ceux qui torturent dans les départements de la police.

Vous êtes tous des membres de cette organisation criminelle et terroriste bien organisée qui s'appelle l'Etat et dont la mission est de défendre les intérêts des riches.

Votre mission est de défendre le régime criminel qui s'appelle capitalisme. Tous ceux que vous servez devront rendre compte de vol sur le compte du peuple, sur le compte des revenus du peuple, sur le compte des salaires, des retraites, de la richesse publique et des caisses de la sécurité sociale.

Tous ceux que vous servez devront rendre compte pour tous ceux qui n'ont pas à manger et cherchent dans les poubelles pour trouver de la bouffe, pour tous ceux qui meurent ou qui s'exposent à un risque mortel à cause de la pénurie dans les hôpitaux et la dégradation du système de santé, pour tous ceux qui perdent leur vie dans des « accidents » de travail, pour tous ceux qui perdent leur emploi et se condamnent à la pauvreté et à la misère, pour tous ceux qui perdent leurs maisons et sont des SDF, pour tous ceux qui se suicident à cause des dettes alors qu'au même moment les criminels vivent dans les richesses.

Vous allez nous juger pour le compte de tous ces canailles et criminels que le peuple aimerait voir pendus sur la place de Syntagma. Ce procès est un crime. Car notre persécution et notre détention est un acte criminel et antisocial.

Car vous en tant que juges et procureurs vous êtes des complices d'un régime criminel qui terrorise le peuple et la majorité sociale quotidiennement.

Car nous avec notre action sommes nécessaires pour la libération du peuple du totalitarisme du capitalisme et de l'Etat.

⁴ Des grands pontes de l'économie grecque (NdT).

⁵ Les *Tagmata Asfalias*, chargés de contrer les réseaux de résistants durant l'occupation allemande (NdT).

⁶ YAT et YMET police anti-émeute, DELTA et DIAS moto-police (NdT).

Car non seulement le peuple n'a pas été terrorisé par les actions de *Lutte Révolutionnaire*, mais il y en a eu beaucoup qui ont approuvé les actions de l'organisation étant donné qu'elles se dirigent contre le pouvoir économique et politique, contre le régime qui les réprime et les exploite quotidiennement.

Car le terrorisme n'est rien d'autre que le vol et le pillage effectué par l'État, le gouvernement et l'élite économique sur le compte du peuple. Le terrorisme est la condamnation du peuple à la pauvreté et à la misère. Le terrorisme est la violence des prétoiriens de la police contre les protestations populaires.

Nous, en tant que révolutionnaires, membres de *Lutte Révolutionnaire*, nous n'avons aucunes raisons de nous excuser. C'est vous qui avez des raisons de vous excuser, ainsi que les membres du régime dont la protection est votre mission.

Au contraire, nous avons des raisons d'être fiers de notre participation dans *Lutte Révolutionnaire*. Nous sommes fiers parce que prendre les armes contre l'injustice, l'exploitation et la répression est toujours juste.

La lutte armée pour le renversement du capitalisme et de l'État est plus que jamais d'actualité et nécessaire.

Nous sommes ici pour déclarer que seule la Révolution Sociale qui renversera votre régime criminel est juste.

Nikos Maziotis